



éditorial : réforme agraire et souveraineté alimentaire

Une vague de capital financier déferle de nos jours sur les ressources des régions rurales de la planète. Nous observons dans ce processus une financiarisation des biens ruraux accompagnée d'une (re) capitalisation des projets extractifs capitalistes comme l'agrobusiness. On observe ce phénomène particulièrement dans le cas des monocultures d'exportation, des plantations forestières, des agrocarburants, des compagnies minières et des constructeurs de mégaprojets comme les barrages, les autoroutes et les complexes touristiques. À leur tour, ces projets comportent l'accaparement de terres, la dépossession, les expulsions, les déplacements et les migrations. De plus, nos peuples sont criminalisés, la contestation sociale est étouffée et les médias dénigrent nos mouvements et luttes.

Le capital s'approprie nos territoires. Ainsi, il nous faut répondre en transformant la lutte pour la terre en lutte pour le *territoire*. Cela exige la création de liens solidaires entre — d'une part — les paysans, les travailleurs agricoles, les peuples autochtones, les bergers nomades, les pêcheurs artisanaux, les peuples forestiers et d'autres collectivités humaines rurales, et — d'autre part — les habitants des milieux urbains, notamment ceux et celles qui vivent en banlieue, et les consommateurs. Cela nécessitera la production d'aliments sains à l'aide de l'agroécologie et du savoir-faire imprégné de traditions populaires que nos ancêtres nous ont transmis. Il nous faut démontrer que la société et la Terre mère se portent mieux lorsque la collectivité contrôle la terre au lieu du capital.

La Via Campesina

**abonnez-vous
en ligne!**

www.nyeleni.org

**Aidez nous à construire le
mouvement pour la
Souveraineté Alimentaire**

**Chaque contribution compte:
Soutenez le bulletin Nyéléni.**

Banque: BANCA POPOLARE ETICA SCARL
branche en Espagne

Bénéficiaire: Asociación Lurbide –
El Camino de la Tierra

IBAN: ES2315500001220000230821

BIC/SWIFT: ETICES21XXX

qui sommes-nous?

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au *Forum International Nyéléni 2007*, au Maïli, et se sentent membres d'un mouvement pour la Souveraineté Alimentaire plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. **Le Bulletin Nyéléni se veut la voix de ce mouvement international.**

Organisations impliquées: Development Funds, FIAN, Focus on the Global South, Food First, Les Amis de la Terre international, GRAIN, Grassroots International, IPC pour la souveraineté alimentaire, La Via Campesina, La Marche mondiale des femmes, Oxfam Solidarité, Radio Mundo Real, le Forum mondial des travailleurs de la pêche, TNI, VSF-Justicia Alimentaria Global, WhyHunger.

**il est temps d'agir pour
la souveraineté alimentaire !**

Réforme agraire classique vs...

Dans le passé, des réformes agraires ont été gagnées dans de nombreux pays parce que les grandes propriétés étaient perçues comme des entités improductives qui nuisaient à la croissance. Les propriétaires terriens concentraient leurs efforts sur une production élevée n'exigeant que de faibles investissements et en général ne parvenaient même pas à utiliser la moitié des terres en leur possession. C'était clairement injuste : une poignée de propriétaires possédait de grandes étendues de terres sous-travaillées alors que des millions de familles étaient sans terre.

Des alliances de classes ont été for-
gées entre la paysannerie et le capital
industriel national, un processus qui a
soutenu le mouvement
pour la réforme
agraire.

C'est ainsi que
les paysans
ont pu ren-
dre les terres
inexploitées
des grandes
sociétés à
nouveau pro-
ductives et con-
tribuer à la crois-
sance économique nationale.

Ces réformes agraires ont été fragmen-
taires, favorisant les intérêts des pay-
sans au détriment de ceux des bergers,
des peuples forestiers et d'autres habi-
tants ruraux.

Ce furent des réformes partielles et ina-
déquates et, qui plus est, les conditions
actuelles ont rendu non viables les alli-
ances sur lesquelles reposaient ces ré-
formes.

C'est parce que le capital financier
transforme maintenant les grandes fer-
mes improductives en agribusiness et
exploitations minières, de sorte qu'il n'y
a plus d'argument capitaliste en faveur
de la réforme agraire en tant que moyen
d'assurer la croissance.

**personne ne vend
la terre ou
marche son peuple**

Tashunka Witko,
1840 –1877

Déclaration de Marabá¹

*Conférence internationale sur la réforme agraire
Marabá, Pará, Brasil, 13 -17 April 2016*

Il y a toujours plus d'accaparements des terres, des forêts et de l'eau, d'offensives contre la démocratie et la volonté du peuple, de prisonniers politiques, etc., non seulement en Amérique latine, en Asie et en Afrique, mais également en Europe et en Amérique du Nord. Nous sommes témoins, à notre époque, de l'émergence d'une alliance entre le capital financier, les entreprises multinationales, l'impérialisme et de vastes secteurs des États nationaux (leur « idéologie » apparente n'ayant presque aucune importance).

Cette alliance – tout en existant aussi dans d'autres domaines - est particulièrement frappante entre le pouvoir judiciaire, les autorités policières, le secteur privé du système agro-halieuco-alimentaire (agribusiness), l'industrie minière, la construction, l'exploitation forestière, etc. – c'est-à-dire l'extractivisme – et les moyens de communication. Dans son ensemble, cette nouvelle alliance est l'instigatrice d'une avalanche de privatisations, accaparements et concentrations de biens communs et publics, comme la terre, l'eau, les forêts, les semences, les zones de pâturage et de pêche, les glaciers ou des territoires entiers. Elle utilise, pour parvenir à ses fins, la financiarisation et la marchandisation de tout, les traités de libre-échange et d'investissement, la corruption de nos responsables politiques et de nos élites, le contrôle qu'elle exerce sur les moyens de communication ainsi que sur le système financier, et la concentration des entreprises.

Les conséquences de cette offensive du capital mettent en danger la vie rurale, les sociétés tout entières, la santé, la nature, la Terre-mère, le climat, la biodiversité, ainsi que nos peuples et nos cultures. La migration massive, la destruction du tissu social de nos communautés, la croissance effrénée des périphéries urbaines, l'insécurité, les agrototoxiques, les organismes génétiquement modifiés (OGM), la malbouffe et l'homogénéisation des habitudes de consommation, le réchauffement climatique, la destruction des mangroves, l'acidification de la mer, l'épuisement des ressources halieutiques, la perte de tout trait « démocratique » sont autant de symptômes, entre de nombreux autres, de ce qui se passe actuellement.

Toute résistance des populations rurales entraîne les réponses suivantes : diabolisation par les médias, persécution et criminalisation d'organisations, de dirigeant(e)s et de militant(e)s sociaux, répression, assassinat, disparition forcée, incarcération illégale, détention administrative, harcèlement sexuel et viol. Les législations sont modifiées afin de permettre d'intensifier la criminalisation de la résistance des uns et de renforcer l'impunité des autres, impunité presque totale dans de nombreux cas.

Nous posons les questions suivantes. Qu'est-ce qui est mieux ? Des campagnes sans paysans, sans arbres, sans biodiversité, en monoculture et avec de l'élevage confiné, des agrototoxiques et des OGM, qui produisent des marchandises à exporter et des aliments mauvais pour la santé, qui contribuent au changement climatique et compromettent la capacité des communautés à s'y adapter, qui sont source de pollution, de maladies et de migration massive vers les villes ? Ou plutôt des campagnes qui se composent des territoires agroalimentaires des paysans et paysannes, des peuples autochtones, des agriculteurs familiaux, des pêcheurs artisanaux et d'autres populations rurales, qui y vivent dans la dignité et ont des visions du monde et des savoirs variés, des campagnes avec des arbres, de la biodiversité, une production agroécologique d'aliments sains, qui refroidisse la planète, réalise la souveraineté alimentaire et protège la Terre ?

En ce sens, les camarades du Brésil nous ont expliqué leur proposition de réforme agraire populaire, qui ne concerne pas seulement les paysans sans terre, mais l'ensemble de la classe travailleuse et toute la société. La réforme agraire telle qu'ils la conçoivent est associée à l'agroécologie et met en avant le territoire ; elle ne sera obtenue qu'au moyen de la lutte des classes et de l'affrontement direct avec le projet du capital, ses profits, ses moyens de communications et autres avatars au niveau national et international. Il s'agit d'une réforme agraire visant à renforcer l'agriculture, l'économie et les territoires paysans.

De la même manière, dans toute l'Amérique, en Asie, en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient, nos organisations, mouvements et convergences défendent des approches territoriales similaires contre ce projet à grande échelle du capital. Ces propositions se nourrissent de notre diversité, de nos visions du monde, de nos savoirs populaires et traditionnels, de l'agroécologie, de la pêche artisanale et du pastoralisme traditionnel, ainsi que de nos différents modes et stratégies de vie. Ces propositions, si elles sont similaires, présentent aussi des différences en fonction de nos réalités respectives.

1 - Version complète: <http://www.viacampesina.org/fr/index.php/les-grands-ths-mainmenu-27/rrme-agraire-mainmenu-36/1272-declaration-de-la-conference-internationale-sur-la-reforme-agraire>

Là où les terres sont concentrées, nous luttons pour leur redistribution et, dans certains pays, on parle de mener une « révolution agraire ». Là où nos peuples contrôlent encore leurs terres et territoires, nous luttons pour les défendre ; là où la terre a été nationalisée et est désormais accordée en concession par les gouvernements à des entités étrangères, nous luttons pour qu'elle soit rendue à nos communautés et pour les droits coutumiers ; les pêcheurs et pêcheuses parlent quant à eux de la lutte pour les territoires de pêche artisanale. En Europe, nous avons recommencé les occupations de terres et organisé des luttes contre les changements d'utilisation des sols, en réussissant à rendre visibles les problèmes d'accaparement et de concentration des terres, qui, désormais, se posent de plus en plus dans les pays du Nord également. En Palestine, nous luttons contre l'occupation brutale et appelons au boycott des produits israéliens. Partout, la jeunesse lutte activement pour l'accès à la terre et aux autres ressources.

Nous avons remporté de grandes victoires, comme la réforme agraire massive mise en place à la suite des occupations et récupérations populaires de terres au Zimbabwe, l'« Éducation des campagnes » au Brésil, les annulations de concessions minières et de concessions pour des plantations massives dans certaines parties d'Afrique, la permanence de la réforme agraire cubaine et sa réussite sur le plan de l'agroécologie avec le mouvement « de paysan à paysan », etc. Nous avons aussi remporté des victoires partielles mais prometteuses, comme la promesse d'une grande réforme agraire en Indonésie ; demi-victoires à la suite desquelles nous devons mobiliser les forces nécessaires pour que nos gouvernements tiennent parole.

Nos défis

- Transformer la lutte pour la terre en lutte pour le territoire, tout en construisant un nouveau modèle productif, pour atteindre la souveraineté alimentaire, en développant plus avant l'agroécologie plus « autonome », en se fondant sur nos propres ressources et intrants locaux, ainsi que sur le sauvetage des savoirs ancestraux.

- Organiser la lutte relative aux politiques publiques, en faveur de la production paysanne, de la santé, de l'éducation, de la culture et du sport dans nos communautés.

- Nous proposerons massivement la formation politique et idéologique, nous améliorerons le travail avec nos bases, ainsi que le travail de masses, en vue d'une meilleure organisation interne et d'un meilleur fonctionnement de nos organisations, en incorporant progressivement les femmes et les jeunes, comme participant(e)s et comme dirigeant(e)s.

- Nous combattons notre diabolisation dans les médias, ainsi que la manière dont les moyens de communication font la promotion d'une culture consumériste et du vide de nos systèmes « démocratiques », et nous travaillerons sans relâche pour mettre en place nos propres moyens de communication, pour dialoguer avec nos bases ainsi qu'avec la société dans son ensemble et la classe travailleuse.

- Nous ferons face plus efficacement à la criminalisation, à la répression, à la militarisation, et nous organiserons la lutte internationale pour soutenir nos prisonniers politiques. Nous instaurerons de façon permanente une journée de solidarité, dont le principe ne sera pas de donner ce que nous avons en trop, mais plutôt de partager ce que nous avons.

- Nous poursuivrons sans cesse notre travail d'établissement d'alliances de classe, sans relation de dépendance, entre les campagnes et les villes, ainsi qu'entre producteurs et consommateurs.

- Nous dénonçons et combattons les lois « antiterroristes » et leur application contre nos luttes légitimes.

- Nous ferons face à la tendance qu'ont les institutions (Banque mondiale, FAO, universités, ONG, etc.) de vider de leur sens des concepts tels que la « réforme agraire » et l'« agroécologie » en en proposant des versions « allégées » comme l'« accès à la terre », les aliments « biologiques industriels » des monocultures de l'« agribusiness vert » et la « responsabilité sociale des entreprises ».

- Nous lutterons pour obtenir des mécanismes internationaux qui ne soient pas seulement « à titre volontaire », mais contraignants et assortis de sanctions.

- Nous augmenterons la participation des femmes et des jeunes dans tous les mouvements sociaux. Nous mettrons en place des mécanismes afin que davantage de jeunes restent dans les campagnes. Nous lutterons contre le modèle patriarcal qui règne sous le système capitaliste et exigerons le plein respect du droit à la terre, à l'eau et au territoire des femmes paysannes et autochtones.

... Réforme agraire populaire

La réforme agraire classique est inadéquate et de toute façon ne peut plus se réaliser ; ainsi, il faut lancer un nouvel appel : pour une « Réforme agraire populaire. »

L'idée derrière cet appel est que les paysans, les peuples autochtones, les bergers, les pêcheurs et d'autres groupes sociaux du monde rural luttent ensemble pour le contrôle collectif de la terre, pour la production d'aliments sains en harmonie avec la nature, en harnachant l'agroécologie et en puisant dans les enseignements et pratiques populaires anciens.

Ce type de réforme agraire exige ses propres alliances de classe, mais à l'exclusion des secteurs capitalistes nationaux. À la place, il faut forger des alliances entre les populations rurales et urbaines. Pour y parvenir, il faut produire durablement au plan environnemental. Il faut montrer que la gestion collective des terres en vue de produire des aliments sains dans le respect de l'environnement donne de meilleurs résultats pour la société et la Terre mère que l'exploitation par le capital.

La gestion collective des terres constitue une manière d'assurer une vie digne, la production d'aliments sains, le respect d'atouts naturels comme le sol, l'eau, les forêts et la biodiversité. De plus, elle contribue à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les vastes étendues de monocultures, les mines à ciel ouvert, les pesticides, les OGM, les déchets toxiques, la misère, la migration et les changements climatiques sont des marques des terres du capital.



L'écho des campagnes

La lutte pour protéger la planète fait partie de notre lutte de tous les jours pour la vie

1

María Everarda, Guatemala, CONAVIGUA

Je m'appelle Everarda de León. J'ai 42 ans et je suis née dans la ville de Maya Achí. Je travaille pour le comité de coordination national des veuves du Guatemala (CONAVIGUA), une organisation membre de La Vía Campesina. Nous ne possédons pas de terres. À la place, nous louons des lopins dans lesquels nous semons des haricots, du maïs et des légumes. Aujourd'hui, les changements climatiques compliquent énormément la production. Nous croyons que c'est un résultat de la destruction de notre Terre mère. Depuis l'an 2000, même la production de cultures vivrières est devenue difficile. Le rendement des terres a dégringolé, les rivières se sont asséchées et les barrages hydroélectriques ont détruit nos coteaux. La lutte pour protéger la planète fait partie de notre lutte de tous les jours pour la vie ; pour les capitalistes, la terre n'est qu'une autre marchandise. La propriété de la terre est de plus en plus concentrée, les fermes de plus en plus grandes. Nous voulons une réforme agraire complète fondée sur des principes et des valeurs. Cette réforme devra être inclusive, pas seulement pour assurer la souveraineté alimentaire, mais aussi la survie des communautés. J'ai deux enfants. La vie est très difficile pour les enfants de nos jours. Je pense que les luttes des femmes ont donné aux nouvelles générations la possibilité d'une vie digne. Elles ont ouvert la voie à la possibilité d'une vie rurale épanouie, en harmonie avec la Terre mère.



Il revient aux jeunes de réaliser le rêve d'une réforme agraire

2

Zainal Fuad, Indonésie, SPI

Je m'appelle Zainal Fuad. Ma famille vit au Java oriental. Nous produisons de la cassave, du maïs et des arachides. Je siège au Conseil national de l'Indonesian Peasant Union (SPI, syndicat paysan de l'Indonésie) – lequel est aussi membre de La Via Campesina en Asie de l'Est et du Sud-est.

En Indonésie, avant l'indépendance, les Hollandais se sont emparés de millions d'hectares de terres. Même si après l'indépendance la terre a été nationalisée au moyen de réformes agraires qui ont commencé dans les années 1960, ce fut un échec à cause de la vague de capitalisme qui nous a frappés, que poussaient agressivement les grandes sociétés privées et l'État. Ce processus se poursuit même maintenant.

Le SPI milite en faveur de la réforme agraire en occupant des terres! Nous avons ciblé l'occupation d'un million d'hectares de terres d'ici 2019, tout en faisant pression sur le gouvernement pour qu'il distribue environ 9 millions d'hectares. Ce mouvement est important pour nos paysans qui ne disposent que de très petites superficies ou sont sans terre. Nous avons besoin de terres pour subvenir à nos besoins. Sur les terres occupées, nous produisons en appliquant les méthodes agroécologiques et distribuons notre production à travers nos coopératives. C'est un grand défi que de mobiliser les jeunes et les garder sur la terre. Nous avons relevé ce défi parce que nous croyons qu'il revient aux jeunes de réaliser le rêve d'une réforme agraire!

Nous maintenons toujours une relation spéciale avec notre terre

3

Themba Chauke, Afrique du Sud, LPM

Je m'appelle Themba Chauke, membre du mouvement des sans terre (Landless People's movement) d'Afrique du Sud. En Afrique du Sud, nous connaissons une des pires sécheresses dont on se souviendra. Causée par El Niño, elle fait augmenter de plus en plus le prix des aliments. Il est urgent que le gouvernement mette en œuvre une réforme agraire favorisant une forme d'agriculture que les gens peuvent comprendre. C'est ce que nous appelons l'agriculture paysanne ou l'agroécologie. Nous n'y utilisons pas d'intrants agrochimiques — à la place, nous utilisons ce que nous avons ainsi que les semences en notre possession. Ma famille provient de la région où se trouve maintenant le Parc national Kruger. Elle a été expulsée de ces terres à l'époque de l'apartheid, dans les années 1960. Mais nous maintenons toujours une relation spéciale avec notre terre d'origine et nous y pratiquons nos rituels. Lorsque je grandissais, j'allais souvent aux champs pour voir ce que ma communauté faisait sur les fermes — je voulais aider et apprendre. C'est ainsi que j'ai appris l'agriculture. Je dis même à ma jeune fille de 11 ans qu'elle doit respecter cette forme d'agriculture et qu'elle devrait toujours appuyer les petits paysans. Dans le réseau de La Via Campesina, les paysans et paysannes apprennent les uns des autres de nouvelles techniques d'agroécologie, une activité très importante dans le contexte actuel.

Être paysan signifie être fier

4

Attila Szocs, Roumanie, Eco Ruralis

Je m'appelle Attila Szocs. Je suis un producteur de semences de la Roumanie et je suis membre d'une organisation paysanne appelée Eco Ruralis. Je produis des semences paysannes que je distribue dans notre réseau. Des membres d'Eco Ruralis et moi, nous travaillons une ferme collective située à proximité de notre siège social où nous produisons nos semences. À la Conférence internationale sur la réforme agraire, j'ai eu le plaisir de connaître le travail du MST et ses idées à propos de la gestion des terres. La réforme agraire est devenue un besoin urgent en Europe et en Europe de l'Est. En Roumanie, trois paysans disparaissent chaque heure et le pays adopte l'agro-industrie. C'est important de garder les paysans et paysannes sur la terre et aussi de s'assurer que nos jeunes se passionnent pour l'agriculture. La réforme agraire constitue une alternative. Nous avons besoin de ce concept pour produire de manière agroécologique et les paysans roumains sont les seules personnes qui peuvent le faire dans la société roumaine. C'est aussi important que La Via Campesina soit présente en Roumanie. L'énergie et l'enthousiasme du mouvement sont une inspiration et il est important pour nos membres d'observer cette énergie et de savoir qu'être paysan signifie être fier.

encadré 3

La Caravane ouest africaine pour le droit des paysans

Plus de 400 représentants et représentantes de 15 pays africains¹ ont participé à la Caravane qui a parcouru et traversé trois pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Mali et Sénégal) pour dénoncer l'accaparement massif de terres, d'eau et de territoires paysans par l'agrobusiness international.

L'idée d'une caravane pour dénoncer l'accaparement des terres a d'abord été soulevée lors du Forum social africain de 2014 à Dakar. Le dialogue s'est poursuivi en mars 2015 lors du Forum social mondial à Tunis et en juin 2015, plusieurs organisations de 11 pays ouest-africains ont fondé la Convergence globale des luttes pour la terre et l'eau². La Caravane veut sensibiliser et mobiliser les collectivités pour faire avancer les luttes pour le droit à l'alimentation, à la terre, à l'eau et aux semences paysannes et interpeller les autorités pour qu'elles respectent les conventions, les mécanismes et les lignes directrices régionaux et internationaux relatifs à la terre et au développement agricole. La Caravane a commencé au Burkina Faso le 3 mars, a traversé le Mali et a terminé à Dakar, Sénégal, le 19 mars. Au cours du trajet de 2300 km et de 17 jours, il y a eu environ 3 arrêts par pays où la Caravane a recueilli les préoccupations des paysans et paysannes, a pris connaissance des problèmes liés à l'accès à la terre, à l'eau et à la préservation des semences paysannes et a également rencontré des dirigeants politiques et administratifs. Tout au long de son parcours, la Caravane a été témoin de plusieurs cas de violation des droits des paysans; la plupart de ces cas concernaient des accaparements de terres impulsés par les institutions de Bretton Woods avec la complicité de gouvernements.

Des bannières et des affiches exprimaient clairement les messages d'opposition « Halte au projet Jatropa, mettons fin au silence et à l'indifférence des autorités, » « souveraineté alimentaire = souveraineté des peuples, » « La terre, l'eau et les semences paysannes sont ma vie... » « Ne touchez pas à ma terre, ma terre, ma vie. » Ibrahim Coulibaly du ROPPA (Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest) a déclaré : « Chaque jour, nous rencontrons des paysans dépossédés de leurs terres. Des élus locaux et des chefs de village... qui concluent des marchés corrompus avec l'agro-industrie et bloquent par la suite l'accès des gens à l'eau et aux semences. Ces projets sonnent le glas de notre région. »

La terre et l'eau sont des biens communs, pas des marchandises, et notre patrimoine commun. Il faut que chaque collectivité les protège, les conserve et les gère pour le bien commun de tous et de toutes. En Afrique de l'Ouest, plus de 70 % de la population dépend de l'agriculture paysanne, laquelle nourrit près de 80 % de la population de la région. L'accès des collectivités à la terre, à l'eau, aux forêts, à la pêche et aux semences, et leur contrôle sur ceux-ci, sont donc vitaux et doivent être protégés et appliqués en tant que droits. Le 8 mars, les femmes rurales partout en Afrique de l'Ouest se sont également prononcées en faveur de leur droit à la terre. Elles n'ont pas un accès adéquat et garanti à la terre ni à l'appui financier; elles sont les premières victimes de l'accaparement des terres et des autres ressources naturelles. De manière plus importante, la Caravane a renforcé la construction d'un fort mouvement de lutte pour les droits des peuples basés sur la souveraineté alimentaire. Le dernier jour, à Dakar, le livre vert de la Convergence, une synthèse qui énumère tant les revendications que les propositions concernant la terre, l'eau et les semences, a été remis au président du Sénégal, Macky Sall, président de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CÉDEAO). *Pour en savoir plus sur la Caravane, veuillez consulter la page www.caravaneterreeau.info*

encadré 4 Une lutte emblématique pour la terre : la ZAD

En Europe, le terme de « réforme agraire » est peu utilisé. Certes, des voix s'élèvent pour parler d'accès à la terre pour les jeunes, de droits d'usage du sol et de droits collectifs par opposition à la propriété privée. Mais, l'habitude n'est pas aux grands mouvements de masse d'occupation de terres, comme au Brésil ou au Honduras pour demander une redistribution des cartes. Dans ce contexte, la résistance au projet d'aéroport de Notre Dame des Landes, en France à quelques kilomètres de Nantes sort de l'ordinaire. Il s'agit d'une vraie lutte pour la terre qui va bien au-delà du classique « not in my backyard (pas dans mon jardin) ».

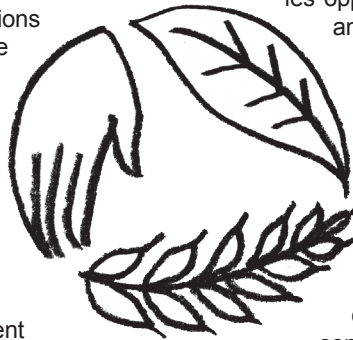
En 1974, la ZAD, pour les porteurs du projet d'aéroport veut dire Zone d'Aménagement Différé. Elle s'étend sur une surface de 1200 Hectares et une association de défense des exploitants concernés par l'aéroport est constituée. En 40 Ans, le projet évolue à maintes reprises. Aujourd'hui, il s'agit de la construction d'une plate-forme économique d'envergure internationale allant de Nantes à Saint-Nazaire. L'acronyme ZAD a été rebaptisé par les opposants au projet en « Zone À Défendre ».

Soixante lieux de vie (maisons occupées collectivement, cabanes, roulottes et autres habitats de toute sorte) ont vu le jour et des centaines d'hectares de terres ont été repris à l'entreprise privée porteuse du projet pour être cultivés (parcelles de maraîchage, pâtures, champs de céréales...). La ZAD aujourd'hui, est un lieu d'expérimentations multiples, un lieu pour apprendre à vivre ensemble, à cultiver la terre, à être plus autonomes. Elle est connue dans plusieurs pays d'Europe. En France, de nombreux collectifs locaux de soutien existent et sont prêts à se mobiliser en cas de menace imminente d'expulsions des zadistes.

À l'automne 2015, malgré l'interpellation de la Commission Européenne qui stipule qu'aucun travaux ne devraient être entamés avant qu'une réponse satisfaisante, de la part de la France n'aie été donnée sur la mise en place des mesures de compensations environnementale, le premier ministre français a réaffirmé sa volonté de mener à bout le projet. En pleine COP21, alors que d'un côté, la diplomatie française se targuait de mener des négociations d'envergure pour obtenir un engagement de tous les pays de la planète à réduire leur émissions de CO2, des procédures d'expulsion des locataires et agriculteurs restés sur la ZAD étaient relancées. En réponse, de fortes mobilisations citoyennes ont eu lieu à Nantes et dans plusieurs villes de France début 2016. Le gouvernement a alors annoncé la tenue d'un référendum, rapidement renommé « consultation », et limitée géographiquement à un seul département français, celui de la Loire-Atlantique.

Pour le moment, la Coordination des opposants (plus de 50 groupes - associations, collectifs, syndicats et mouvements politiques) tout en dénonçant ce simulacre de démocratie, a décidé d'appeler les citoyens à aller voter massivement NON pour ne pas laisser le champ libre aux porteurs du projet. Une telle consultation ne peut en effet pas à elle seule légitimer un projet d'aéroport ruineux, destructeur de terres nourricières, et de zones humides d'une grande richesse biologique.

En décembre 2015, une quarantaine de paysan.ne.s de la Via Campesina s'était rendue sur la ZAD pour apporter son soutien à cette lutte emblématique pour la terre. Souhaitons que la consultation des semaines à venir ne soit qu'une étape supplémentaire dans ce long combat pour l'arrêt définitif d'un projet de bétonnage inutile. Une étape de plus pour qu'en Europe, comme partout dans le monde, la conscience de l'importance de la terre pour produire notre alimentation continue de grandir.



1 - Le Niger, le Nigeria, le Togo et le Bénin ont rejoint la Caravane à Ouagadougou, Burkina Faso. Le Ghana l'a rejoint à Bobo-Dioulasso, Burkina Faso. La Côte d'Ivoire l'a rejoint à Sikasso, Mali; la Mauritanie à Rosso, au nord du Sénégal, la Guinée Conakry à Tambacounda (Sénégal). La Gambie, la Guinée Bissau, la Sierra Léone l'ont rejoint à Kaolack, Sénégal.
2 - En Afrique de l'Ouest, plus de 300 organisations et réseaux représentent les victimes de l'accaparement des terres et de l'eau dans les zones rurales, périurbaines et urbaines; des expulsés des districts populaires, des jeunes, des femmes et des ONG des 15 pays de la CÉDEAO et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

« Selon notre cosmovision, nous sommes des êtres qui viennent de la Terre, de l'eau et du maïs. Les Lencas sont des gardiens ancestraux des rivières, lesquelles sont protégées par les esprits de jeunes filles, qui nous enseignent que donner nos vies de différentes façons pour la protection des rivières, c'est donner nos vies pour le bien-être de l'humanité et de cette planète. (...) »

Réveillons-nous ! Réveillons-nous, humanité ! Nous n'avons plus de temps. Il faut secouer notre conscience pour la libérer du capitalisme rapace, du racisme et du patriarcat qui n'assureront que notre propre autodestruction. »

Berta Cáceres

Dirigeante de COPINH, une organisation hondurienne de défense des droits des peuples autochtones, assassinée le 3 mars 2016 pour avoir lutté pour défendre son peuple, son territoire et son eau.

à lire, à écouter, à voir et à partager

- GRAIN, *Affamés de terres : Les petits producteurs nourrissent le monde avec moins d'un quart de l'ensemble des terres agricoles*, 2014 - <https://www.grain.org/article/entries/4960-affames-de-terres-les-petits-producteurs-nourrissent-le-monde-avec-moins-d-un-quart-de-l-ensemble-des-terres-agricoles>
- La Via Campesina, *La terre c'est la vie ! La Via Campesina et ses luttes pour la terre*, 2013 - <http://viacampesina.org/downloads/pdf/fr/FR-notebook5.pdf>
- La Via Campesina, *Conférence paysanne internationale : Stop aux accaparements de terres !*, 2011 - <http://www.viacampesina.org/downloads/pdf/fr/mali-report-2012-fr1.pdf> et déclaration <http://www.viacampesina.org/fr/index.php/les-grands-ths-mainmenu-27/rme-agraire-mainmenu-36/618-declaration-de-la-conference-de-nyeleni>
- Conférence internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (ICARRD), *Réforme agraire dans le cadre de la Souveraineté Alimentaire, du Droit à L'alimentation et de la Diversité : Terre, territoire et dignité*, 2006 - http://www.agter.org/bdf/_docs/icarrd_issue_paper_5_french.pdf
- LRAN Briefing Paper Series, *Land struggles*, 2007 - http://www.landaction.org/IMG/pdf/LandStruggles_f10_color.pdf
- LRAN Briefing Paper Series, *Defending the Commons, Territories and the Right to Food and Water*, 2011 - http://focusweb.org/sites/www.focusweb.org/files/LRAN2_2011-final.pdf
- LRAN Briefing Paper Series, *Keeping Land Local*, 2014 - http://www.landaction.org/IMG/pdf/LandStrugglesIII_HIRES.pdf
- Journal of Peasant Studies, *Global Campaign for Agrarian Reform* (Rosset, Guttal, MST, Lubis, Torrez, Mpofu, ECVF, Hands Off The Land, Ody), *Re-thinking agrarian reform, land and territory in La Via Campesina*, 2013 - http://www.landaction.org/IMG/pdf/specialGrassrootsVoices_lran.pdf

